

Unité départementale de la Somme
53, rue de la vallée
80000 Amiens

Amiens, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORIAP Ailly sur Noye

chemin de l'Auge
80250 Ailly-Sur-Noye

Références : à renseigner
Code AIOT : 0005101748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement NORIAP Ailly sur Noye implanté Chemin de l'Auge 80250 Ailly-sur-Noye. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORIAP Ailly sur Noye
- Chemin de l'Auge 80250 Ailly-sur-Noye
- Code AIOT : 0005101748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement de la société NORIAP, sis à Ailly-sur-Noye, consiste dans

l'exploitation de silos de stockage de céréales et de légumineuses. La capacité totale de stockage est de 35 200 m³, hors boisseaux ou cellules d'expéditions et boisseaux à poussières. Le site est spécialisé dans l'expédition ferroviaire depuis 1985 (environ une centaine de trains par an). Le chargement est réalisé dans des citernes à ouverture pneumatique.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les silos 1 et 2 ne sont plus utilisés. L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il conviendra de notifier ces modifications d'exploitation par le biais d'un porter à connaissance.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	installations électriques et protection foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	système d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 07/11/1990, article 14	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet
3	thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet
6	Dépôt d'engrais liquides	Arrêté Préfectoral du 07/11/1990, article 19.1	Sans objet
7	découplage	AP Complémentaire du 29/12/2009, article 7b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé **une non conformité (faits significatifs)** pour laquelle une mise en demeure est proposée. Il est ainsi demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois à l'inspection les éléments suivants:

- plan d'action avec échéancier de réalisation visant à relier les élévateurs du silo 3 à l'aspiration ou porter à connaissance argumenté et justifié demandant à revenir sur les prescriptions de l'APC du 29 décembre 2009 (Le silo 3 étant un silo plat);
- plan d'action avec échéancier de réalisation pour la mise en place du double asservissement sur les élévateurs du silo 4.

L'inspection a également relevée **une non conformité (faits modérés)** pour laquelle il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 6 mois à l'inspection les résultats d'une nouvelle campagne de mesures sonores comprenant des mesures diurnes et nocturnes. En l'absence de porter à connaissance demandant à revenir sur les valeurs de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1990, les mesures devront se baser sur celui-ci en référence réglementaire.

Enfin, **deux demandes de justificatifs** sont faites à l'exploitant. Il devra ainsi justifier et communiquer à l'inspection sous trois mois:

- les éléments indiquant que ses ARF sont conformes à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et réalisées selon la norme NF EN 62305-2 version novembre 2006;
- les justificatifs (factures) de réparation des trois points de mesures défectueux de sa thermométrie.

Dans l'hypothèse où les résultats de la campagne de mesures sonores et les demandes de justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure pourra être proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : installations électriques et protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques et protection foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p>

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

L'inspection a porté sur le suivi des installations électriques et sur le suivi des installations foudre.

Pour les installations électriques de ses silos, l'exploitant a présenté un rapport de vérification ICPE réalisé par l'entreprise Dekra suite à une vérification faite du 15 avril 2025 au 22 avril 2025. Les seules observations relevées portent uniquement sur le silo 4 et concernent un empoussièrement présent au niveau des moteurs situés en ciel de cellules (zone poussiéreuse en période d'ensilage). Pour répondre à ce point l'exploitant a présenté son suivi de nettoyage à l'inspection. Un nettoyage a été réalisé le 6 et 10 février 2026 (le silo 4 est équipé de colonnes et de raccords d'aspiration facilitant les actions de nettoyage). Ces observations étant toutefois récurrentes de l'année précédente, l'exploitant veillera à renforcer la fréquence de nettoyage des équipements mentionnés dans le rapport de vérification.

Le site n'est pas équipé de relais ni d'antenne d'émission ou de réception. Pour les installations foudre, l'exploitant a présenté à l'inspection des ARF réalisées en avril 2010 pour ses 6 silos. Les 6 ARF indiquent que les 6 silos sont autoprotégés (La mise en place d'un système de protection foudre de niveau IV pour assurer une protection contre la perte économique est proposé mais il n'a pas été retenu par l'exploitant). Les ARF sont réalisées selon l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 (qui a été abrogé) et non selon l'arrêté du 4 octobre 2010. Toutefois les rapports sont bien réalisés selon la norme NF EN 62305-2 (norme reprise dans l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif: Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois à l'inspection un justificatif précisant que ses ARF existantes sont conformes à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et réalisé conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. • les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
<p>Constats :</p> <p>Les silos ne comprennent pas de cellules béton fermées (le silo 4 comprend 4 futs béton et un as de carreau mais le ciel de cellule est ouvert et équipé d'un bardage léger en couverture), il n'y a donc pas de raccord d'inertage. L'exploitant dispose d'un plan d'urgence actualisé en juillet 2025 et qui a été communiqué au SDIS. Il comprend bien le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux, les découplages mis en place, les stratégies et procédures d'intervention selon le type de cellule.</p> <p>Deux poteaux incendies sont présents a proximité des installations. le premier est situé avant l'entrée du site (poteau n° 20023) et le second se trouve à l'intérieur du site au niveau des bureaux (poteau n°10003). Ils ont fait l'objet d'une vérification par le SDIS en 2025 et l'exploitant a transmis à l'inspection les fiches des deux poteaux . Le poteau n°20023 présente un débit de 120m3 à un bar et le poteau n°10003 un débit de 95m3/h. Une non conformité est présente sur le rapport du poteau n°10003 mais l'exploitant a présenté à l'inspection un justificatif du SDIS de juillet 2025 indiquant que la non conformité concerne uniquement une plaque en fonte et une numérotation incorrecte et que cela n'a pas d'impact sur l'aspect opérationnel du point d'eau. Pour les extincteurs l'exploitant a présenté un relevé du parc réalisé par l'entreprise PARFLAM SA le 6 février 2026 et n'indiquant pas de non conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, thermométrie
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de consigne de suivi de la thermométrie et de procédures en cas d'auto-échauffement. Les silos 1 et 2 ne sont plus utilisés sur le site. Les silos vérifiés par l'inspection, silos 3, 4, 5 et la cellule métallique Phénix, sont équipés de sondes thermométriques fixes.</p> <p>Le silo 3 comprend 7 cellules. Chacune de ces cellules est équipée de 2 sondes comportant 3 points de mesures.</p> <p>Le silo 4 comprend 5 cellules. Chacune de ces cellules est équipée d'une sonde comportant 8 points de mesures.</p> <p>Le silo 5 comprend 16 cellules. Chacune de ces cellules est équipée d'une sonde comportant 5 points de mesures.</p> <p>La cellule Phénix est équipée de trois sondes comportant 4 points de mesures.</p> <p>Pour ces 4 silos, le nombre de sondes et de points de mesures sont conformes aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009. La thermométrie peut être suivie en temps réel informatiquement au niveau du bureau et des relevés de températures sont également enregistrés et conservés en format papier.</p> <p>L'inspection a vérifié le suivi thermométrique du 17 février 2026. Il a été constaté que l'un des points de mesures de la sonde présente dans la cellule 5 du silo 5 et que deux des points de mesures de la sonde 2 présente dans la cellule 2 du silo 3 (C22) sont défectueux. L'exploitant a indiqué qu'un dépannage était prévu pour ces points de mesures et il a présenté à l'inspection un bon de commande du 9 février 2026 pour leurs réparation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatifs: L'exploitant transmettra sous trois mois à l'inspection les justificatifs (factures) de réparation des trois points de mesures défectueux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : système d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, système d'aspiration
Prescription contrôlée :

Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

Les silos 1 et 2 ne sont plus utilisés par l'exploitant.

L'inspection a porté sur les systèmes d'aspiration des élévateurs et le double asservissement pour les silos 3,4,5 et la cellule Phénix.

Le silo 3 ne dispose pas de système d'aspiration sur les élévateurs, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 qui demande une aspiration pour les élévateurs E7 et E8 (bien qu'il s'agisse d'un silo plat ne rentrant théoriquement plus dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004).

Pour la cellule Phénix, l'élévateur E9 n'est pas sous aspiration, ce qui est toutefois conforme avec les prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009.

Le silo 5 est équipé d'un cyclone et les élévateurs sont sous aspiration. Le bon fonctionnement du double asservissement a été vérifié.

Le silo 4 est équipé de deux cyclones et les élévateurs sont bien sous aspiration. Toutefois il n'y a pas de double asservissement et il est possible de réaliser un circuit d'alimentation des cellules sans que l'aspiration ne soit mise en marche, cette dernière nécessitant une action manuelle pour son démarrage.

Non conformité (faits significatifs): Absence d'aspiration sur les élévateurs du silo 3 (art 11 de l'arrêté préfectoral du 29/12/2009) et absence de double asservissement à l'aspiration pour les élévateurs du silo 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition: mise en demeure demandant à l'exploitant de présenter sous deux mois à l'inspection un plan d'action avec échéancier de réalisation visant à :

- relier à l'aspiration les élévateurs du silo3 ou présenter un porté à connaissance demandant à modifier les prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 29/12/2009 (silo plat);
- mettre en place un double asservissement à l'aspiration pour les élévateurs du silo 4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/1990, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.[...]

Constats :

Suite à la plainte du 11 août 2022 et à la dernière visite d'inspection réalisée en 2023 il avait été demandé à l'exploitant de réaliser une étude relative au bruit sur son site.

Lors de cette nouvelle visite d'inspection l'exploitant a indiqué qu'il ne chargeait plus de trains la nuit et il a présenté un rapport acoustique réalisé les 11 et 12 avril 2023 en période diurne. Des relevés ont été faits au niveau de 4 points de mesures situés en limites de propriétés. 3 de ces points ont également servi à réaliser des mesures d'émergence (ce qui apparaît plus contraignant en terme de résultats pour l'exploitant). L'exploitant s'est basé sur l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 pour son état de conformité et non sur les valeurs plus restrictives de son arrêté préfectoral d'autorisation du 7 novembre 1990. Pour les mesures en limites de propriété, le point de mesure 1 situé au nord du site présente une valeur non conforme (74 dB(A) au lieu de 70dB(A)). Pour l'émergence, les points 1 (nord du site) et 3 (ouest du site) présentent des valeurs non conformes (7.5 et 8.5 dB(A)).

Non conformité (faits modérés): L'exploitant ne respecte pas les valeurs de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 concernant le bruit en limite de propriété et l'émergence. Il n'a par ailleurs pas fait de porter à connaissance demandant à modifier (en le justifiant) les valeurs reprises dans son arrêté préfectoral du 7 novembre 1990 qui continu donc à s'appliquer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser et de transmettre sous six mois à l'inspection une nouvelle campagne de mesures sonores pour son installation qui portera à la fois sur des mesures diurne et nocturne. En l'absence de porter à connaissance demandant à revenir sur ses prescriptions, les mesures devront porter sur les valeurs de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1990.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Dépôt d'engrais liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/1990, article 19.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt d'engrais liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages seront adjacents à une voie d'accès pouvant permettre le passage des véhicules. Chaque réservoir ou ensemble de réservoirs sera associé à une cuvette de rétention étanche, de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -100% de la capacité du plus grand réservoir; -50% de la capacité totale des réservoirs contenus. <p>Les parois et le fond des cuvettes de rétention seront étanches; Les cuvettes seront maintenues propres.</p> <p>Une pompe sera installée afin de permettre l'évacuation des eaux claires dans le réseau d'eaux pluviales. Aucun autre dispositif ou orifice de vidange de la cuvette de rétention ne devra exister. Le chargement et le déchargement des produits se feront exclusivement sur des aires spécialement conçues à cet effet, formant rétention, et aménagée de manière qu'aucun incident ne puisse être à l'origine d'une pollution accidentelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>4 cuves d'engrais liquides sont présentes sur le site mais une seule (de 11000 litres) est en service. L'exploitant envisage le remplacement des 3 autres cuves. Les 4 cuves sont situées à l'intérieur d'une rétention paraissant suffisamment dimensionné. Les stockages sont bien adjacents à une voie d'accès pouvant permettre le passage des véhicules. L'eau de pluie présente dans le fond de la rétention est régulièrement vidangée à l'aide d'une pompe mise uniquement en marche après vérification du contenu de la rétention par le responsable du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : découplage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2009, article 7b		
Thème(s) : Risques accidentels, découplage		
Prescription contrôlée :		
<p>Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.</p> <p>L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :</p>		
Volume A	Volume B	Nature / résistance du découplage

		découplage
SILO 1		
1er sous sol de la tour	RdC de la tour	Trémie d'escalier (cabine avec porte métallique s'ouvrant vers le rdc de la tour et résistant à une surpression de 100 mbar
RdC de la tour	1er étage de la tour	Trémie d'escalier (cabine avec porte métallique s'ouvrant vers le rdc de la tour et résistant à une surpression minimum de 50 mbar
3ième étage de la tour	4ième étage de la tour	Trémie d'escalier (cabine avec porte) résistant à une surpression minimum de 50 mbar
Cellules	4ième étage de la tour	Dalle sur cellules
SILO 2		
Galerie inférieure enterrée	Sous sol de la tour	minimum de 50 mbar
Tour	Comble sur cellules	minimum de 50 mbar
SILO 3		
Galerie inférieure enterrée droite	Sous sol de la tour	Séparation fixe et/ou porte d'une résistance minimum de 50 mbar

		50 mbar
Galerie inférieure enterrée gauche	Sous sol de la tour	Séparation fixe et/ou porte d'une résistance minimum de 50 mbar
2ième étage tour	Ensemble comble+cellule	minimum de 50 mbar
3ième étage tour	Ensemble comble+cellule	minimum de 50 mbar
Pied élévateur tour séchoir	Galerie inférieure gauche	minimum de 50 mbar
SILO 4		
Galerie inférieure	Tour	minimum de 50 mbar
Galerie inférieure	Tour expédition train	150 mbar
Galerie supérieure	Tour	minimum de 50 mbar
SILO 5		
Galerie inférieure gauche	Sous sol de la tour	Séparation fixe et/ou porte d'une résistance minimum de 150 mbar
Galerie inférieure droite	Sous sol de la tour	Séparation fixe et/ou porte d'une résistance de minimum de 150 mbar
1er étage de la tour	Comble sur cellules	Séparation fixe et/ou porte d'une résistance minimum de 150 mbar

<p>Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.</p> <p>Un découplage entre la tour et la galerie enterrée est en place de façon à stopper une explosion se produisant dans la tour et se propageant vers la galerie, et à laisser passer une explosion se produisant dans la galerie enterrée vers la tour ;]</p> <p>L'ensemble des ouvertures communiquant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Les silos 1 et 2 n'étant plus en activité, l'inspection a vérifié les découplages présents pour les silos 3, 4 et 5. Pour ces 3 silos toutes les portes de découplages (galerie supérieures et inférieures pour chaque tours) étaient bien fermées le jour de l'inspection avec un affichage présent indiquant de maintenir la porte fermée en permanence. Bien qu'aucun sens d'ouverture ne soit défini dans l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009, la porte présente en ciel de cellule du silo 4 s'ouvre en sens inversé en terme de risque: sens tour vers ciel de cellule. L'exploitant a toutefois transmis à l'inspection des notes de calcul de l'entreprise cères solutions en date de décembre 2011 indiquant le respect des résistances des découplages par rapport aux valeurs de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 pour chacun de ces trois silos</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		